

[Text]

Senator McIlraith: Had the officials who did meet with the daily car leasing people also met with the Automobile Dealers Association and the larger association, the Federation of Automobile Dealer Associations of Canada? I might say we have heard some pretty potent evidence from that group that has not yet been fully answered, and we will have to deal with that later on when we are making our report.

Mr. Short: Certainly, senator, it would not be the intention to cause a distortion in the daily car rental industry between those who purchase and those who lease. The end use is the same. The same justification would be present for a faster writeoff, since the cars used in the daily car rental industry do in fact depreciate more rapidly, and the wear and tear on those cars is demonstrably faster than for a car on a long-term rental. So that should not be the intention. If we have created such a distortion, it is by inadvertence rather than by design and we would certainly be willing to listen to any representations to ensure that such a problem, if there is one, can be resolved.

Senator McIlraith: In the United States the rate granted in the car leasing business is 40 per cent, is it not? It has been for some time.

Mr. Short: I believe it is, senator, but I am not an authority on the United States system.

Senator McIlraith: Incidentally, I did not see the press release. For some reason or other it did not come to my office.

Mr. Short: It was just released yesterday.

Senator McIlraith: Perhaps we will have to consider this aspect when we come to doing our report, but it seems to me that, if I took in correctly what you said, the release does not quite address the problems raised in the evidence we have heard. I will leave it at that.

The Chairman: I might just tell the committee that I have in front of me a message which was directed to me as Chairman of this committee. It is a message from the Honourable Bud Cullen concerning the Federation of Automobile Dealer Associations of Canada and I would propose to file it as part of the material in today's hearing. I will read the message in part. This is what the Federation of Automobile Dealer Associations asked to have forwarded to me:

Understand consideration being given this week to possible further changes in November 12 budget. We wish to emphasize the extreme adverse effects of the budget capital cost allowance (CCA) regulations to automobile and truck dealers' leasing operations. Between 60-70 per cent of all 3,600 domestic and import dealers in Canada are actively engaged today in the vehicle leasing business. These percentages are growing. Vehicle leasing is current-

[Traduction]

représentants des agences de location à court terme. Certains de mes collègues l'ont fait cependant.

Le sénateur McIlraith: Est-ce que ces fonctionnaires, qui ont rencontré les représentants des agences de location, ont également eu des entretiens avec les représentants de l'Association des concessionnaires d'automobiles et avec la Fédération des associations de concessionnaires d'automobiles du Canada qui les regroupe? Je dois dire que nous avons entendu des témoignages très concluants de ce groupe et nous n'avons toujours pas de solutions. Il faudra que nous en tenions compte au moment de la rédaction de notre rapport.

M. Short: Il est certain, sénateur, que nous n'avons pas l'intention de créer une différence entre les agences de location à court terme qui achètent leurs automobiles et celles qui les louent. L'utilisation qu'elles en font est la même au bout du compte. La même justification est valable, en ce qui a trait à une déduction plus rapide, puisque les automobiles utilisées par les agences de location à court terme se déprécient en fait plus rapidement et l'usure de ces automobiles est beaucoup plus rapide que pour une automobile qui est louée pour une longue période. Nous n'avions donc pas l'intention de créer une telle différence et, si nous l'avons fait, c'est par inadvertance et nous serions prêts à écouter tout ce qu'elles ont à dire pour résoudre un tel problème, s'il existe.

Le sénateur McIlraith: Aux États-Unis, le taux accordé aux entreprises de crédit-bail dans ce domaine est de 40 p. 100, n'est-ce pas? Il en est ainsi depuis un certain temps.

M. Short: Je crois que vous avez raison, sénateur, mais je ne suis pas un spécialiste en cette matière.

Le sénateur McIlraith: En passant, je n'ai pas eu connaissance du communiqué de presse en question. Il semble que nous ne l'ayons pas reçu.

M. Short: Il a été diffusé hier.

Le sénateur McIlraith: Il faudra peut-être que nous tenions compte de cette question au moment de la rédaction de notre rapport, mais il me semble, si j'ai bien compris ce que vous avez dit, que le communiqué ne résout pas les problèmes soulevés lors du témoignage que nous avons reçu. J'en resterai là.

Le président: Je dois dire aux membres du Comité que j'ai devant moi un message que j'ai reçu à titre de président de ce Comité. Le message provient de l'honorable Bud Cullen, qui l'a reçu de la Fédération des associations des concessionnaires d'automobiles du Canada, et je propose qu'il soit versé au dossier. Je lirais une partie du message, soit la partie qui m'est adressée par la Fédération des associations de concessionnaires d'automobiles du Canada:

Il semble qu'il y ait possibilité que des modifications ultérieures soient apportées au budget du 12 novembre. Nous désirons souligner les effets très nuisibles des règles applicables à la déduction pour amortissement sur les opérations de crédit-bail des concessionnaires d'automobiles et de camions. Entre 60 et 70 p. 100 de tous les concessionnaires d'automobiles importées ou fabriquées ici s'occupent de crédit-bail. Ce nombre s'accroît. Le